

SAUVÉ PAR L'ARMÉE, A. TAHAR TÉMOIGNE :

«Nous avons vécu l'horreur pendant deux jours»

Rescapé de la prise d'otages du site de Tigantourine, à In Aménas, A. Tahar revient de loin. Arrivé hier à quatre heures du matin à l'aéroport d'Alger avec une dizaine de ses collègues, il raconte les longues heures d'attente angoissante lors de l'incursion terroriste, les scènes d'horreur qu'il a vécues, ainsi que les circonstances de sa fuite des lieux du drame.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Une colonne composée d'une quinzaine de personnes avance vers l'aérogare des lignes intérieures d'Alger. Certains, l'air soulagé, d'autres accrochés au téléphone, ils s'apprêtent à embarquer pour Hassi Messaoud. Ce sont des rescapés de la prise d'otages qui s'en vont récupérer leurs bagages de leur base d'origine avant de rejoindre enfin leurs foyers. A. Tahar en fait partie. S'il affiche un air soulagé et arbore un large sourire, il n'en porte pas moins en lui les séquelles des horreurs qu'il a vécues à la base de vie de In Aménas. Il est ingénieur employé par une compagnie américaine engagée par British Petroleum (BP). Il raconte le film des événements avec des phrases saccadées encore sous le choc. Pour ses compagnons et lui, tout a commencé dans la nuit du mercredi 16, aux environs de 5h du matin. «Nous avons commencé par entendre des coups de feu, la plupart d'entre nous étaient réveillés notamment pour accomplir la prière du fadjr. Notre inquiétude s'est accrue quand on a entendu une forte explosion. A ce moment-là, nous nous sommes

rendu compte qu'il s'était passé quelque chose de grave. Nous sommes tout de même restés dans nos chambres jusqu'aux environs de sept heures du matin», raconte l'ex-otage. Il explique aussi, en reprenant les témoignages de ses compagnons, que les terroristes, dès qu'ils ont forcé la porte principale de la base, se sont dirigés vers les zones où se trouvaient les employés étrangers situées, selon lui, à l'entrée de la base. «Ils nous ont rassemblés, nous, employés algériens, au niveau du foyer. Ils avaient différentes armes en main. Ils nous ont rassurés et selon certains de mes compagnons, ils ont même déclaré que ceux qui pouvaient quitter la base étaient libres de le faire. A 10h du matin, tout était calme dans la base. Et quand nous avons vu des employés circuler, nous avons fait de même», relate A. Tahar.

Selon lui, il y avait au centre de la base près de 400 personnes. «Nous avons pu voir le groupe armé et même leur chef qui discutaient avec les employés. J'en ai compté 17 mais ils étaient plus nombreux dans la base. Mes collègues disent qu'ils

ont entendu des accents libyen, égyptien et même syrien, moi-même j'ai entendu parler des Algériens», se souvient le jeune ingénieur.

Il expliquera aussi que des sandwiches leur ont été remis en milieu de journée. «Ils ont tenté de nous rassurer et ont libéré les femmes qu'ils avaient au préalable regroupées. Ils ont fait de même avec les personnes qui montraient des signes de panique. Personnellement, j'évitais de trop m'approcher des terroristes. Je me contentais d'observer de loin», poursuit notre interlocuteur.

Selon lui, les membres du groupe armé ont conseillé aux otages de passer la nuit au foyer. «Moi-même et une dizaine de personnes qui travaillaient avec moi avons préféré passer la nuit dans notre camp. Nous ne leur faisons pas confiance. D'autant qu'il y avait des armes et des explosifs à côté. On a passé la nuit sans électricité, dans le noir, nous avions peur. Déjà dans l'après-midi, nous entendions tourner les hélicoptères de l'armée et il y avait eu le bouclage et les coups de feu.

Nous nous sommes enfermés à double tour, on ne savait pas ce qui se passait dehors», témoigne le rescapé. Et de poursuivre : «Le matin, le restaurant était ouvert même s'il n'y avait pas d'employés. Nous nous sommes légèrement restaurés puis nous sommes partis voir où en était la situation. Quelqu'un nous a dit que certains avaient fui grâce à une brèche dans le grillage. Je me suis rendu compte qu'il fallait opérer avec prudence et de ne surtout pas paniquer». Il ajoutera qu'ils avaient décidé de n'avancer hors de la première base que s'ils repéraient la présence des militaires. «Nous avons pris le strict nécessaire et nous étions sept à nous diriger vers le fameux grillage après une trentaine d'autres otages qui avaient déjà fui. Effectivement, nous avons vu les militaires, mais avons hésité de peur qu'ils ne soient en fait les terroristes. Une personne en civil nous a cependant demandé d'avancer et on a eu le signal des militaires en face. On a couru à ce moment-là sur 200 m pour les rejoindre. Nous avons ainsi rejoint près de 400 ex-otages de

nationalité algérienne» explique encore notre interlocuteur.

Il dira qu'une fois libérés, ils ont été fouillés à plusieurs contrôles et leur identité vérifiée avant d'être accueillis, pris en charge et nourris par les éléments de la Gendarmerie nationale à la sortie de la base. «Nous avons été évacués dans des bus vers 17 heures pour arriver à In Aménas à 18 heures où nous attendait un autre contrôle de la gendarmerie.» Soulagés de voir enfin leur calvaire prendre fin, l'ex-otage et ses compagnons ont pu être évacués par leur compagnie vers Oran puis vers Alger où ils ont atterri hier à 4h du matin. Epuisé, pressé de rejoindre les siens et encore sous le coup de l'émotion, le jeune ingénieur dit ne jamais pouvoir oublier les scènes d'horreur qu'il a vues. «Nous n'avons pas dormi, nous avons vu des personnes assassinées, déchiées, nous avons vécu l'horreur et nous sommes soulagés que tout soit enfin terminé pour que l'on puisse rejoindre nos familles», confie A. Tahar.

F.-Z. B.

SON GROUPE EST DERRIÈRE L'ATTAQUE DU SITE GAZIER

Qui est Mokhtar Belmokhtar ?

Il est à la tête de la brigade Al-Moulathamin, «les enturbannés», qui est à l'origine de la prise d'otages sur le site gazier à In Aménas. Son portrait circule partout sur la toile. Lui, c'est Mokhtar Belmokhtar, alias Khaled Aboul Abbas, connu sous le sobriquet de «Belaouar» «Le Borgne» ou encore «Mister Marlboro». Qui est vraiment Belmokhtar ?

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il est né le 1^{er} juin 1972 à Ghardaïa. A l'âge de 19 ans, il rejoint les groupes islamistes en Afghanistan. Lors de sa formation de combattant dans ce qui allait plus tard devenir Al-Qaïda, il noue des contacts avec des djihadistes du monde entier et combat les soldats russes.

Lors d'un de ces combats, il perd un œil et se voit coller un de ses nombreux surnoms : «Laouar» («le Borgne»). De retour en Algérie en 1993, il devient rapidement l'un des chefs militaires du Groupe islamique armé (GIA). Son premier attentat terroriste, il le mène contre une patrouille de la Sûreté nationale en plein centre-ville de Ghardaïa. Quelques années plus tard, il rejoint le GSPC et se voit proclamé émir de



la région du sud du GSPC de Hassan Hattab. Le GSPC fait, par la suite, allégeance à Al-Qaïda et devient le représentant de la nébuleuse islamiste en Afrique du Nord sous l'appellation d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Mokhtar Belmokhtar prend la tête d'une des deux phalanges d'Aqmi dans le sud de l'Algérie, à la frontière avec le Mali. Dans ses nouvelles «fonctions», il est accusé d'implication dans l'enlèvement de 32 touristes européens en 2003, dans les négociations en 2008 et 2009 pour la libération respectivement de deux Autrichiens de deux Canadiens. Au-delà

de son implication dans des enlèvements, celui qui est natif du quartier Theniet El Mekhzen à Ghardaïa est réputé pour être l'un des plus importants «djihadistes» du Sahara. Il s'est imposé dans la fourniture d'armes aux groupes islamistes de la région et dans le trafic de cigarettes, ce qui lui vaut le surnom de «Mister Marlboro» au sein des populations locales.

Ses diverses activités lui ont permis de nouer des liens étroits avec les communautés touarègues. Il aurait même, dit-on, pris des femmes touarègues pour épouses. A la fin de l'année 2012, on annonce qu'il avait été tué dans des combats entre islamistes et séparatistes touarèges à Gao, dans le nord du Mali.

L'un de ses adjoints a, par la suite, démenti sa mort. Ce dernier avait annoncé en décembre que Mokhtar Belmokhtar avait quitté Aqmi pour créer son propre groupe, tout en maintenant son allégeance à Al-Qaïda. A la fin de l'année dernière, il apparaît dans une vidéo, à visage découvert, un kalachnikov à la main, un drapeau noir salafiste en arrière plan et où il annonce sa rupture avec Aqmi et la création de son nouveau groupe armé, les «signataires par le sang».

A. B.

ORIGINAIRE DE MAHDIA (TIARET)

Amine Lahmar, la première victime de l'incursion terroriste d'In Aménas

Lahmar Amine, est l'une des premières victimes de l'incursion terroriste qui a ciblé la base pétrolière d'In Aménas jeudi dernier. Originaire de la daïra de Mahdia dans la wilaya de Tiaret et né en 1981, Amine s'occupait auparavant de la décoration des voitures lors des fêtes de mariage avant de rallier le complexe d'In Aménas il y a deux ans pour y exercer le poste d'agent de sécurité. En cette triste journée de jeudi, la jeune victime assurait son travail comme à l'accoutumée lorsqu'elle fut surprise par des inconnus qui voulaient pénétrer à l'intérieur de la bâtisse. Refusant d'ouvrir la porte principale où il était posté, Amine sera froidement abattu à bout portant en pleine tête. Selon des informations en provenance de sa ville, la victime, mariée depuis deux ans et père d'une fillette, était connue pour sa gentillesse, son sérieux et jouissait de l'estime de tout son voisinage. Les mêmes sources indiquent que le frère de la victime s'est déplacé le lendemain de la terrible nouvelle à In Aménas pour finaliser les procédures de l'acheminement de la dépouille mortelle vers Mahdia où elle sera inhumée.



Mourad Benameur

ATTENTAT CONTRE LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET LE HCR

11 peines capitales

La peine capitale a été prononcée hier vendredi, à l'aube, par le tribunal criminel près la cour d'Alger, à l'encontre de onze personnes mises en cause dans le double attentat contre le Conseil constitutionnel et le HCR le 11 décembre 2007. Parmi les condamnés, sept ont été jugés par contumace, dont, l'«émir» de l'Aqmi, Abdelmalek Droukdel.

Le verdict a été prononcé par le juge Belkharchi après plusieurs heures de plaidoiries qui ont vu près d'une dizaine d'avocats se succéder à la barre. L'accusation a requis la peine capitale à l'encontre des mis en cause, treize au total, dont sept sont en fuite. Le parquet a axé son réquisitoire en se référant notamment sur les propos tenus par les mis en cause lors des différentes étapes de l'instruction. Pour le procureur de la République, «il s'agit

d'une bande criminelle organisée ayant agi dans le but principal de semer la terreur et commettre des crimes contre les civils». Le représentant du ministère public, a cité à juste titre, l'attentat manqué contre l'ancien commissaire principal, chef de la police judiciaire de Boumerdes, Ali Badaoui, et l'attentat à Bouchacoui contre le bus transportant le personnel de Brown Root et Condor (BRC), filiale de l'américaine Halliburton et de Sonatrach, le 10

décembre 2006, qui a tué un ressortissant libanais et un Algérien. Le groupe, qui agissait sous les ordres de l'«Emir» terroriste Abderrahmane Bouzegza, abattu en 2008, est également impliqué dans la planification d'un attentat contre l'Académie militaire de Cherchell et dans celui qui a ciblé un transport de travailleurs de la société SNC-Lavalin à Bouira, en décembre 2006 et qui a blessé un ressortissant canadien. Les mis en cause dans cette affaire sont Bakour Fouad, Bakour Lamine, Khouchane Youcef et Fettouche Tahar-Yacine.

Le reste des condamnés à mort sont en fuite et ont été jugés par contumace. Il s'agit de Boudiaf Rabah, Bourihane Kamel, Chaïbi Rabah, Gasmi Salah, Ghabbane

Khamis, Abdelmoumène Rachid et Droukdel Abdelmalek. Il est à noter que les deux autres accusés présents au procès, à savoir Gzadri Ahmed et Miniya Mustapha Kamel, avaient été condamnés respectivement à 10 années et à 3 ans de réclusion criminelle. Lors de leurs auditions, les six mis en cause, en détention depuis cinq années, ont tous nié les charges retenues contre eux. Selon la même source, «les aveux rapportés dans les procès-verbaux de la police judiciaire et du juge instructeur ont eu lieu sous l'effet de la pression». Des propos que le président du tribunal criminel a qualifié de «faux», arguant «qu'il s'agit là d'une stratégie mise en place par les mis en cause dans

cette affaire». Les treize condamnés étaient poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment «adhésion à un groupe terroriste activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays, homicide volontaire avec utilisation d'explosifs et atteinte à la sécurité et à l'unité du territoire national».

Cela étant, les poursuivis par la justice pour plusieurs chefs d'inculpation ont été jugés pour leur participation à l'attentat du 11 décembre 2007 contre le siège du Conseil constitutionnel qui avait fait 16 morts et 195 blessés et l'attentat qui a ciblé le jour même, le siège du HCR, et qui avait coûté la vie à 24 innocents et blessé 47 autres».

A. B.